

EDF et AREVA ont communiqué ce jour, sur la mise en œuvre des décisions du Président de la République prises le 3 juin dernier sur « la refondation de la filière nucléaire ». Pour FO, celle-ci mérite mieux qu'une logique principalement financière.

Sans surprise, ce texte, négocié sous la pression constante de Bercy qui voulait absolument un affichage avant fin juillet, acte un accord entre les deux entreprises pour la reprise par EDF d'AREVA NP à hauteur maximum de 75 % de son capital. Il indique également la volonté de créer une entreprise commune entre les deux entreprises sur l'ingénierie. Il s'inscrit enfin dans le cadre d'un partenariat stratégique entre les deux groupes.

Ce projet, qui ampute l'actuelle AREVA de 40 % de son chiffre d'affaires, a pour seul objet de limiter la part que l'État va devoir consacrer à la recapitalisation d'AREVA. Mais cela ne fait pas une politique industrielle.

Pas plus que les salariés d'AREVA, les salariés d'EDF ne sont responsables des erreurs de gestion des dirigeants d'Areva et de l'absence d'esprit critique de l'État actionnaire.

Oui FO Énergie et Mines est en faveur du mix électrique actuel (nucléaire, hydraulique qui est la principale ENR, thermique classique), qui a fait la preuve de son efficacité.

Mais ce choix suppose de rompre avec la loi de transition énergétique qui vient d'être

votée et de donner enfin une visibilité à l'ensemble de la filière nucléaire, en lançant concrètement le programme de « grand carénage », relatif à la prolongation des centrales nucléaires.

Cela passe ensuite par le fait que l'État assume, pour une fois, ses responsabilités en recapitalisant sans attendre Areva à la hauteur nécessaire.

C'est bien dans ce cadre, qu'EDF, leader de « l'équipe de France du nucléaire » a toute sa place à jouer dans la relance de cette filière qui est la troisième filière industrielle de France avec 220.000 salariés. Et c'est dans cette perspective que FO soutient l'idée d'un partenariat stratégique entre EDF et AREVA qui est particulièrement nécessaire.

Mais le choix du gouvernement de demander à EDF de reprendre AREVA NP ne va pas dans le bon sens. Comme le souligne à juste titre, le rapport d'information récent des députés Hervé MARITON (les Républicains) et Marc GOUA (PS), cette reprise d'AREVA NP fait sortir EDF de son cœur de métier et risque de faire perdre des clients à la structure reprise, compte tenu du changement de contrôle.

En outre, le dossier ne pourra être formellement adopté par les conseils d'administration des deux entreprises qu'au dernier trimestre 2015 et il devra ensuite être soumis à la Commission européenne. Or, celle-ci dispose d'un délai maximum de 18 mois pour l'instruire et demander d'éventuelles contreparties à EDF. Elle va surtout interdire à EDF de mettre en œuvre de réelles synergies avec AREVA NP pour des raisons de concurrence.

Ce délai, très long, va également être désastreux en termes de motivation pour les salariés d'AREVA NP, qui vont subir au même moment un plan social totalement injuste. Et il empêchera les deux entreprises d'avancer dans des voies de coopération plus efficaces pendant tout ce temps.

Enfin, FO Énergie et Mines craint que pour financer cette acquisition non prévue, EDF soit obligée de vendre diverses entreprises et notamment RTE.

FO tient à exprimer son opposition à une telle perspective.

Décidément, c'est bien tout l'équilibre de la décision du Président de la République du 3 juin qui est à revoir !